

# *Eva et Claudia, Leurs enlèvements et leur contexte*

*Je rends grâce au Dieu, quel qu'il soit, pour mon âme invincible et fière.  
Je suis le maître de mon destin, je suis le capitaine de mon âme.  
Nelson Mandela, alors emprisonné.*

Pour Eva, c'était le 11 janvier et pour Claudia le 13 avril de cette funeste année 2025. Elles ont été enlevées à leur quotidien, brutalement séparées de leurs proches. Coupées de ces habitudes que nous aimons, rire avec un familier, saluer le voisin, vaquer à des occupations futiles ou importantes, retrouver un marchand aimable quand on fait ses courses ... Pour plusieurs d'entre nous, elles occupent chaque jour nos pensées, nos prières, nos vœux. On essaie d'imaginer leur vie, leur inconfort, leur souffrance. On se console un peu en écoutant les témoignages d'anciens otages libérés ou en apprenant que des autorités ont assuré qu'elles se portaient bien, qu'elles étaient ensemble. Leurs fils, leurs familles, sont plongés dans l'inquiétude, l'incertitude, le désarroi. Ce n'est pas pour leur argent ou leurs opinions que nos amies ont été enlevées. Elles sont seulement un instrument. Une marchandise des terroristes pour obtenir des gains ou troquer des prisonniers et pour imprégner les esprits de la peur, créer l'insécurité.

Je préfère utiliser le terme de terroriste plutôt que celui de djihadiste. Le djihad, qui signifie effort ou lutte, est un mot qui honore l'islam. On connaît le grand djihad, qui est l'effort personnel pour combattre son égo, améliorer son empathie aux autres vivants. Le petit djihad est la lutte armée, défensive, pour la protection des croyants. Si l'on s'en tient à ces définitions, assez répandues, ceux que l'on appelle communément djihadistes n'ont rien à voir avec elles.

Pour les uns, ce sont les terroristes, seuls, qui sont à la base de ces enlèvements. Pour les autres, ces terroristes sont manipulés par la France, pour fragiliser les mesures sécuritaires du Niger. Pour les tenants de cette dernière version, dont les trois gouvernements de l'Alliance des Etats du Sahel<sup>1</sup> et nombre de citoyens de ces pays, la France veut venir à bout de ces nouveaux régimes en les déstabilisant. Dans ce but, elle finance les terroristes depuis qu'elle a perdu son influence dans cette région, expliquant ainsi la recrudescence des attaques et des enlèvements.

Les prises d'otages sont nombreuses au Sahel et touchent plusieurs nationalités, en plus de celles de nos deux amies, autrichienne et suisse : espagnole, marocaine, chinoise, indienne, iranienne, émiratie, etc. En septembre 2025, un Emirati, général et membre de la famille régnante, est capturé. Il est libéré le mois suivant. La presse fait mention d'une rançon phénoménale de 50 millions de dollars, auxquels se seraient ajoutés pour 20 millions de dollars en armes et munitions ou, selon les sources, la libération de prisonniers. Un journaliste de France 24 estime que le montant des rançons varie habituellement entre 6 et 10 millions d'euros. Il est difficile de trouver des informations sur le nombre d'otages, car tous les enlèvements ne sont pas médiatisés. Certains se déroulent dans la discrétion, tant du fait de l'Etat d'origine des otages que du fait des ravisseurs. Il est cependant certain que c'est un commerce qui rapporte beaucoup d'argent. Les otages peuvent aussi servir d'échange avec des prisonniers, voire de bouclier humain dans certains cas. Leur libération par la force comporte de grands risques pour leur vie, ce qui explique certainement pourquoi les négociations sont privilégiées. C'est un cercle vicieux qui s'installe parce que la prise d'otages participe à entretenir le terrorisme, soit en le finançant, soit en reformant ses rangs par la libération de prisonniers. A côté de cela, il existe une autre forme d'enlèvements : des habitants des villages investis par les terroristes sont enlevés pour contraindre une famille, une communauté, à leur faire allégeance. Il semble que ce type d'enlèvements soit le plus fréquent et compte le plus d'otages.

---

<sup>1</sup> AES, qui comprend trois pays : Mali, Burkina Faso et Niger.

C'est à la violence que doivent faire face nos amies, violence de l'enlèvement, de la détention. Cependant les témoignages d'anciens détenus des terroristes au Sahel ne font pas mention de violence physique à l'égard des otages, sauf en cas de tentative d'évasion. Les ravisseurs ont intérêt à les garder en forme pour leur valeur marchande ! En dehors de cette cynique réalité, il est fait mention, çà et là, dans les témoignages, de contacts relativement détendus entre les otages et leurs ravisseurs, sans que cela signe un syndrome de Stockholm<sup>2</sup>. Il doit être important de dialoguer avec les ravisseurs, afin de comprendre ce qui les motive, ce qui sous-tend leurs actions. Comprendre c'est mettre des mots sur une violence qui apparaît sans motif dans le contexte de nos amies, c'est remettre de la vie, du mouvement dans cet immobilisme qui leur est imposé.

Leurs souffrances résonnent en moi, échos qui me rattachent à elles, à leurs proches. Je les sais fortes toutes deux, ce qui fonde l'espoir qu'elles tiennent le coup. Que 2026 voie leur libération !

*La patience peut faire cuire une pierre*  
*Proverbe africain*

Agadez, janvier 2026, Sylvine Vuilleumier

---

<sup>2</sup> Syndrome dans lequel la victime, paradoxalement, fait preuve d'un attachement envers son ravisseur. Il ne faut pas le confondre avec une tactique délibérée de la victime de rapprochement du ravisseur pour éviter des sévices.